

# La Bête Noire de l'establishment français

*par Diana Johnstone*

Cet article, initialement publié aux États-Unis, entend expliquer aux étrangers la vindicte hystérique du gouvernement français contre l'humoriste le plus populaire du pays, Dieudonné. Pour Diana Johnstone, c'est l'occasion de montrer pourquoi et comment la classe dirigeante française abandonne toutes les valeurs républicaines dont elle se réclame.

RÉSEAU VOLTAIRE | PARIS (FRANCE) | 5 JANVIER 2014

ENGLISH



**Manuel Valls. Le ministre français de l'Intérieur, qui s'est déclaré « éternellement lié à Israël », entend poursuivre pour anti-sémitisme toute contestation du système en général et du colonialisme israélien en particulier.**

**À** Paris, les médias traditionnels et les politiques commencent la nouvelle année avec une résolution partagée pour 2014 : museler définitivement un comédien franco-africain qui devient trop populaire auprès des jeunes gens.

Entre Noël et la Saint-Sylvestre, ce n'est personne d'autre que le président de la République, François Hollande qui, lors d'une visite en Arabie Saoudite pour de (très grosses) affaires commerciales, a déclaré que son gouvernement devait trouver un moyen d'interdire des spectacles de l'humoriste Dieudonné M'Bala M' Bala, ainsi qu'a appelé à le faire le ministre français de l'Intérieur, Manuel Valls.

Le leader du parti conservateur d'opposition, l'UMP Jean-François Copé, a fait immédiatement chorus en apportant un « soutien total » à la réduction au silence de l'incontrôlable comédien.

Au milieu de ce chœur médiatique unanime, l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur* a écrit en éditorial que Dieudonné est « déjà mort, » lessivé, fini. La rédaction débattait ouvertement de la meilleure tactique entre essayer de le faire emprisonner pour « incitation à la haine raciale », l'annulation de ses spectacles sur la base de potentielles « menaces de trouble à l'ordre public, » ou l'exercice de pressions en menaçant les communes de diminuer le montant des subventions pour la culture si elles l'autorisent à se produire.

L'objectif de Manuel Valls, le patron de la police nationale, est clair, mais le pouvoir tâtonne quant à la méthode.

Le cliché méprisant qui est constamment répété est que « Dieudonné ne fait plus rire personne. »

En réalité, c'est le contraire qui est vrai. Et c'est là le problème. Dans sa récente tournée dans les villes françaises, des vidéos montrent de grandes salles archi combles pliées de rire devant leur humoriste préféré. Il a popularisé un geste simple qu'il appelle la « quenelle. » Ce geste est imité par des jeunes gens dans toute la France. Elle veut dire tout simplement et à l'évidence : on en a marre.

Pour inventer un prétexte pour détruire Dieudonné, la principale organisation juive, le CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France, équivalent français de l'AIPAC) et la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), qui jouit de privilèges particuliers dans le droit français [1] ont sorti une histoire extravagante pour qualifier Dieudonné et ceux qui le

suivent de « nazis. » La quenelle n'est selon toute évidence qu'un geste grossier signifiant à peu près « dans ton cul » avec une main placée en haut de l'autre bras pointé vers le bas pour préciser la longueur de la quenelle.

Mais pour le CRIF et la LICRA, la quenelle est « un salut nazi à l'envers ». (On n'est jamais assez « vigilant » quand on cherche un Hitler caché)

Comme quelqu'un l'a remarqué, un « salut nazi à l'envers » peut tout aussi bien être considéré anti-nazi. Si encore le geste a quelque chose à voir avec Heil Hitler. Ce qui n'est manifestement pas le cas.

Mais le monde des médias reprend cette affirmation, en signalant tout du moins que « certains considèrent la quenelle comme un salut nazi à l'envers. » Peu importe si ceux qui pratiquent ce geste n'ont aucun doute sur ce qu'il veut dire : N...e le système !

Mais jusqu'à quel point le CRIF et la LICRA sont-ils « le système » ?

## La France a un grand besoin de rire



L'industrie française est en train de disparaître, avec des usines qui ferment les unes après les autres. L'imposition des citoyens à faibles revenus est à la hausse, pour sauver les banques et l'euro. La désillusion vis-à-vis de l'Union européenne est de plus en plus forte. Les règles de l'UE empêchent toute action sérieuse pour améliorer l'état de l'économie française. Pendant ce temps, les politiciens de gauche et de droite continuent leurs discours creux, émaillés de clichés sur les « droits de l'homme » —en grande partie comme prétexte pour aller à la guerre au Moyen-Orient ou pour des diatribes contre la Chine et la Russie—. Le pourcentage d'opinions positives sur le président Hollande a dégringolé à 15 %. Pourtant les gens votent, avec pour résultat les mêmes politiques,

décidées par l'UE.

Pourquoi alors la classe dirigeante concentre-t-elle sa vindicte sur « l'humoriste le plus talentueux de sa génération" (ainsi que le reconnaissent ses confrères, même quand ils le dénoncent) ?

La réponse en bref est probablement que la popularité montante de Dieudonné auprès de la jeunesse illustre un accroissement de l'écart entre générations. Dieudonné fait rire aux dépens de l'ensemble de l'establishment politique. Ce qui a eu pour conséquences un torrent d'injures et de démarches pour interdire ses spectacles, le ruiner financièrement et même le faire aller en prison. Les attaques verbales fournissent le contexte propice à des agressions physiques contre lui. Il y a quelques jours, son assistant Jacky Sigaux a été agressé physiquement en pleine journée par plusieurs hommes masqués devant la mairie du 19ème arrondissement – juste en face du parc des Buttes Chaumont. Il a déposé plainte.

Mais quelle protection peut-on espérer de la part d'un gouvernement dont le ministre de l'intérieur, Manuel Valls —en charge de la police— promis de trouver les moyens de faire taire Dieudonné ?

Cette affaire est importante mais il est pratiquement certain qu'elle ne sera pas traitée correctement dans les médias hors de France – exactement comme elle n'est pas traitée correctement dans la presse française qui est la source de presque tout ce qui est rapporté à l'étranger. Les problèmes liés à la traduction, une part de malentendus et de contrevérités ajoutent à la confusion.

## Pourquoi le haïssent-ils ?

Dieudonné M'Bala M'Bala est né dans la banlieue parisienne il y a 48 ans. Sa mère était une blanche originaire de Bretagne, son père était un Africain originaire du Cameroun. Ce qui devrait faire de lui l'enfant-modèle du « multiculturalisme » que l'idéologie dominante de la gauche affirme promouvoir. Et durant la première partie de sa carrière, en duo avec son ami juif Elie Semoun, il était exactement

ça : il faisait campagne contre le racisme, concentrant ses attaques sur le Front National allant même jusqu'à se présenter aux élections municipales contre une candidate du Front National à Dreux, une cité dortoir à environ 90 kilomètres à l'ouest de Paris où il réside. Comme les meilleurs humoristes, Dieudonné a toujours ciblé les événements de l'actualité, avec un engagement et une dignité peu courants dans la profession. Sa carrière était florissante, il jouait dans des films, était invité à la télévision et travaillait désormais en solo. Très bon observateur, il excelle dans des imitations assez subtiles de divers types de personnalités et groupes ethniques, des Africains aux Chinois.

Il y a dix ans, le 1er décembre 2003, en tant qu'invité dans une émission de télévision traitant d'actualité intitulée « On ne peut pas plaire à tout le monde, » un nom tout à fait approprié, Dieudonné était arrivé sur le plateau sommairement déguisé en « converti au sionisme extrémiste », suggérant aux autres de « rejoindre l'axe du bien israélo-américain. ». Cette mise en cause relativement modérée de « l'axe du mal » de George W. Bush semblait complètement dans l'air du temps. Ce sketch se terminait par un bref salut « Isra-heil ». On était loin du Dieudonné des débuts mais l'humoriste populaire avait été néanmoins salué avec enthousiasme par les autres comédiens tandis que le public présent sur le plateau lui avait fait une standing ovation.

C'était dans la première année de l'attaque états-unienne contre l'Irak à laquelle la France avait refusé de s'associer, ce qui avait amené Washington à rebaptiser ce qu'on appelle là-bas « french fries » (belges en réalité) en « freedom fries » .

Puis les protestations ont commencé à arriver, concernant particulièrement le geste final vu comme posant une équivalence entre Israël et l'Allemagne nazie.

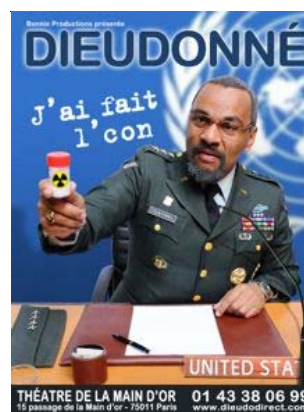
« Antisémitisme ! » criait-on même si la cible du sketch était Israël (et les États Unis et leurs alliés au Moyen Orient). Les appels se multipliaient pour interdire ses spectacles, le poursuivre en justice, détruire sa carrière. Dieudonné a essayé d'expliquer que son sketch ne visait pas les Juifs en tant que tels mais, à la différence d'autres avant lui, il n'a pas présenté d'excuses pour une

offense qu'il considère ne pas avoir commise. Pourquoi n'y-a-t-il pas eu de protestations de la part des Africains dont il s'est moqué ? Ou des Musulmans, Ou des Chinois ? Pourquoi une seule communauté a-t-elle réagi avec autant de rage ?

A commencé alors une décennie d'escalade. La LICRA entama une longue série d'actions en justice contre lui (« incitation à la haine raciale »), les perdant au début mais ne relâchant pas la pression. Au lieu de céder, après chaque attaque Dieudonné a poussé plus avant sa critique du « sionisme ». Dans le même temps, Dieudonné était graduellement exclu des studios de télévision et traité comme un paria par les médias grand public. C'est seulement la profusion récente sur internet d'images montrant de jeunes gens en train de faire le geste de la quenelle qui a poussé l'establishment à conclure qu'une attaque frontale serait plus efficace que d'essayer de l'ignorer.

## L'arrière-plan idéologique

Pour essayer de comprendre la signification de l'affaire Dieudonné, il est nécessaire d'appréhender le contexte idéologique. Pour des raisons trop complexes pour qu'on les présente ici, la gauche française – la gauche dont la préoccupation principale était autrefois le bien-être des travailleurs, l'égalité sociale, l'opposition aux guerres d'agression, la liberté d'expression – n'existe pratiquement plus. La droite a gagné la bataille décisive de l'économie avec le triomphe de politiques qui favorisent la stabilité monétaire et les intérêts du capital financier international (le « néolibéralisme »). Comme prix de consolation, la gauche jouit d'une certaine prééminence idéologique basée sur l'anti-racisme, l'anti-nationalisme et l'engagement en faveur de l'Union Européenne – et même de l'hypothétique « Europe sociale » qui s'éloigne à grands pas pour rejoindre le cimetière des rêves disparus—. En fait, cette idéologie coïncide parfaitement avec une mondialisation fondée sur les



exigences du capitalisme financier international.

En l'absence de toute véritable gauche sociale et économique, la France a sombré dans une sorte de « politique de l'identité » qui fait à la fois l'éloge du multiculturalisme et réagit avec véhémence contre le « communautarisme », c'est-à-dire l'affirmation de n'importe quel particularisme jugé indésirable. Mais certains particularismes ethniques sont encore moins les bienvenus que d'autres. Le voile islamique a été d'abord interdit dans les écoles, et les demandes pour le faire interdire dans l'espace public se font de plus en plus pressantes. Le niqab et la burqa, quoique rares, ont été interdits par une loi. Des controverses éclatent sur la nourriture halal dans les cantines, les prières sur la voie publique, tandis que des caricatures raillent régulièrement l'Islam. Quoi qu'on puisse penser de tout ça, la lutte contre le communautarisme peut être vue par certains comme dirigée contre une communauté en particulier. Dans le même temps, les dirigeants politiques français ont pris la tête de ceux qui appellent à la guerre dans des pays musulmans comme la Libye et la Syrie tout en affichant leur dévotion pour Israël.

En même temps, une autre communauté fait l'objet d'une sollicitude de tous les instants. Ces vingt dernières années, alors que la pratique religieuse et l'engagement politique ont considérablement décliné, l'holocauste, appelé *Shoah* en France, est devenu progressivement une sorte de religion d'État. Les écoles commémorent la Shoah chaque année, elle domine de plus en plus dans une conscience historique en recul sous les autres aspects tout comme nombre d'approches en sciences humaines. En particulier, de tous les événements de la longue histoire de France, le seul protégé par une loi est la *Shoah*. La loi dite Gayssot prohibe tout questionnement sur l'histoire de la *Shoah*, une interférence absolument sans précédent avec la liberté d'expression. En outre, certaines associations comme la LICRA, se sont vues accorder le privilège de pouvoir poursuivre des individus en justice sur la base de « l'incitation à la haine raciale » (interprétée de manière très large et inégale) avec la possibilité d'encaisser des dommages et intérêts au nom de la « communauté insultée ». En pratique, ces lois servent surtout à poursuivre « l'antisémitisme » présumé et le

« révisionnisme » par rapport à la *Shoah*. Même si elles sont souvent rejetées par les tribunaux, de telles actions en justice participent du harcèlement et de l'intimidation. La France est un des rares pays où le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) contre la colonisation israélienne peut aussi être attaqué devant les tribunaux pour « incitation à la haine raciale. »

Organisation violente, la Ligue de Défense Juive (LDJ), illégale aux États-Unis et même en Israël, est connue pour avoir saccagé des librairies ou frappé des individus isolés, parfois âgés. Quand les agresseurs sont identifiés, la fuite en Israël est une bonne porte de sortie. Les victimes de la LDJ n'inspirent jamais dans l'opinion publique quoi que ce soit de comparable à l'indignation publique massive quand un citoyen juif est victime d'une agression gratuite. Par ailleurs, les politiciens se rendent au dîner annuel du CRIF avec le même zèle que ceux des États-Unis pour aller au dîner de l'AIPAC —pas pour financer leurs campagnes électorales mais pour prouver la bienveillance de leurs sentiments—.

La France possède la plus importante communauté juive d'Europe occidentale, une population qui a en grande majorité échappé à la déportation pendant l'occupation allemande au cours de laquelle les immigrants juifs avaient été expulsés vers les camps de concentration. En plus d'une communauté juive établie depuis très longtemps, il y a beaucoup de nouveaux venus originaires d'Afrique du Nord. Tout cela contribue à une population aux succès très dynamiques, très présente dans les professions les plus visibles et les plus populaires (le journalisme, le show business ainsi que la science et la médecine entre autres)

De tous les partis politiques français, le Parti Socialiste (en particulier via le Parti Travailleiste de Shimon Peres qui est membre de l'Internationale Socialiste) est celui qui a les liens historiques les plus étroits avec Israël. Dans les années 1950, quand la France combattait le mouvement de libération nationale algérien, le gouvernement français (via Peres) avait contribué au projet israélien de production d'armes atomiques. Aujourd'hui, ce n'est pas le Parti Travailleiste qui gouverne Israël mais l'extrême droite. La récente visite amicale faite par François Hollande à Benjamin



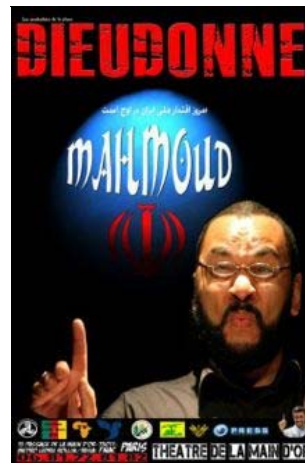
Netanyahou a montré que la dérive droite de la vie politique en Israël n'a absolument pas tendu les relations —qui semblent plus étroites que jamais—.

Il n'empêche que la communauté juive est très petite en comparaison du grand nombre d'immigrés arabes venus d'Afrique du Nord ou des immigrés noirs originaires des anciennes colonies françaises en Afrique. Il y a quelques années, Pascal Boniface, un intellectuel de renom membre du PS, avait prudemment averti les dirigeants du parti que leur biais en faveur de la communauté juive pourrait finir par causer des problèmes électoraux. Cet avertissement qui figurait dans un document d'analyse politique avait provoqué un tollé qui lui avait presque coûté sa carrière.

Mais le fait demeure : il n'est guère difficile pour les français d'origine arabe ou africaine d'avoir le sentiment que le « communautarisme » qui a vraiment de l'influence est le communautarisme juif.

## Les usages politiques de l'holocauste

Norman Finkelstein a montré il y a quelques temps que l'holocauste peut être exploité à des fins pour le moins dénuées de noblesse : comme extorquer des fonds à des banques suisses. La situation en France est cependant très différente. Il ne fait guère de doute que les rappels constants de la *Shoah* fonctionnent comme une sorte de protection pour Israël contre l'hostilité que génère le traitement infligé aux palestiniens. Mais la religion de l'holocauste a un autre impact politique plus profond qui n'a pas de relation directe avec le destin des Juifs.



Plus que toute autre chose, Auschwitz a été interprété en tant que symbole de ce à quoi mène le nationalisme. La référence à Auschwitz a servi à donner mauvaise conscience à l'Europe, et notamment aux Français si on tient compte du fait que leur rôle

relativement marginal dans cette affaire [Auschwitz] avait été une conséquence de la défaite militaire et de l'occupation du pays par l'Allemagne nazie. Bernard-Henri Lévy, l'écrivain dont l'influence s'est accrue dans des proportions grotesques ces dernières années (il a poussé le président Sarkozy à la guerre contre la Libye), avait commencé sa carrière en soutenant que le « fascisme » est l'authentique « idéologie française ». Culpabilité, culpabilité, culpabilité. En faisant d'Auschwitz l'événement le plus significatif de l'histoire contemporaine, un certain nombre d'écrivains et de personnages publics justifient par défaut le pouvoir croissant de l'Union Européenne en tant que remplacement indispensable des nations européennes intrinsèquement « mauvaises. » Plus jamais Auschwitz ! Dissoudre les États-Nations dans une bureaucratie technocratique libérée de l'influence émotionnelle de citoyens qui pourraient ne pas voter correctement. Vous vous sentez français ? Ou allemand ? Vous devriez en éprouver de la culpabilité – à cause d'Auschwitz.

Les Européens sont de moins en moins enthousiastes devant l'UE car elle ruine leurs économies et leur retire tout contrôle démocratique sur elles. Ils peuvent voter pour le mariage gay, mais pas pour la moindre mesure keynésienne et encore moins socialiste. La culpabilité pour le passé est néanmoins supposée maintenir leur fidélité à l'égard du rêve européen.

Les fans de Dieudonné, si on en juge par les photos, semblent être en majorité des hommes jeunes, âgés entre 20 et 30 ans. Ils sont nés deux bonnes générations après la Seconde Guerre mondiale. Ils ont passé leurs vies à entendre parler de la *Shoah*. Plus de 300 écoles parisiennes arborent une plaque commémorant le sort funeste d'enfants juifs déportés dans les camps de concentration nazis. Quel peut bien être l'effet de tout ça ? Pour beaucoup de ceux qui sont nés longtemps après ces terribles événements, il semble que tout le monde est supposé se sentir coupable —si ce n'est pas pour ce qu'ils n'ont pas fait, alors c'est pour ce qu'ils auraient été supposés avoir fait s'ils en avaient eu la possibilité [s'ils avaient vécu à l'époque, NdT]—.

Quand Dieudonné a transformé *Chaud Cacao*, une vieille chanson

« tropicale » un peu raciste, en *Shoah Ananas*, le refrain a été repris en masse par les fans de Dieudonné. J'ose croire qu'ils ne se moquent pas de la véritable *Shoah* mais plutôt de ceux qui leur rappellent tout le temps des événements qui sont supposés les faire se sentir coupables, insignifiants et impuissants. Une bonne partie de cette génération en a assez d'entendre parler de la période 1939 – 1945 alors que son propre avenir est sombre.

## Personne ne sait quand s'arrêter

Dimanche dernier, Nicolas Anelka, un footballeur très connu d'origine afro-belge [2] qui évolue en Angleterre a fait une quenelle après avoir marqué un but —en signe de solidarité avec son ami Dieudonné M'Bala M'Bala—. Suite à ce geste simple et à la base insignifiant, le tumulte a atteint de nouveaux sommets.

À l'Assemblée Nationale française, Meyer Habib représente les « Français de l'étranger » – dont 4 000 Israéliens d'origine française [3]. Lundi dernier, il a twitté « La quenelle d'Anelka est intolérable ! Je vais déposer une proposition de loi pour punir ce nouveau salut nazi pratiqué par les antisémites. »

La France a adopté des lois pour « punir l'antisémitisme ». Le résultat est à l'opposé. De telles dispositions tendent simplement à confirmer la vieille idée selon laquelle « les juifs dirigent le pays » et participent à la montée de l'antisémitisme. Quand de jeunes français voient un Franco-israélien essayer de transformer en délit un simple geste, quand la communauté juive se mobilise pour interdire leur humoriste préféré, cela ne peut que faire monter l'antisémitisme et même encore plus rapidement.

Il reste que dans cette escalade le rapport de forces est très inégal. Un humoriste n'a pour armes que des mots et des fans qui pourraient bien se disperser quand la situation va se corser. De l'autre côté se trouvent l'idéologie dominante et le pouvoir de l'État.

Dans ce genre de conflit, la paix civile dépend de la sagesse et de la capacité de ceux qui ont le plus de pouvoir à faire montre de

retenue. S'ils n'agissent pas en ce sens, alors cela pourrait être un jeu sans vainqueurs.

*Diana Johnstone*

Traduction  
Djazaïri

Source  
Counterpunch

---

[1] L'auteur parle du droit de se porter partie civile, NdT.

[2] La famille d'Anelka est en fait originaire des Antilles, NdT

[3] plus de 78 000 inscrits sur les registres électoraux en réalité, NdT

---

Source : « La Bête Noire de l'establishment français », par Diana Johnstone, Traduction Djazaïri, Counterpunch, *Réseau Voltaire*, 5 janvier 2014, [www.voltairenet.org/article181662.html](http://www.voltairenet.org/article181662.html)